

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 2

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 54^a Sessione ordinaria
(Parigi, 3-5 giugno 2008)

Raccomandazione n. 817 ⁽¹⁾

2008: un anno decisivo per i Balcani occidentali ⁽²⁾

Trasmessa il 30 giugno 2008

L'ASSEMBLÉE,

(i) Réaffirmant son engagement en faveur de la paix et de la stabilité dans les Balkans occidentaux;

(ii) N'ignorant pas que le passé tumultueux des Balkans occidentaux a toujours de fortes répercussions sur l'état émotionnel des populations et des gouvernements aujourd'hui;

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2008, au cours de sa 2^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Agramunt Font de Mora, rapporteur (Espagne, Groupe fédéré), Doc. 2001.

(iii) Notant qu'à la suite de l'échec des négociations conduites par M. Martti Ahtisaari, Envoyé spécial des Nations unies pour résoudre la question du statut du Kosovo, celui-ci a choisi de proclamer unilatéralement son indépendance le 17 février 2008, imposant par là-même une solution;

(iv) Connaissant les divergences entre la Russie et l'Occident à propos de la question du statut du Kosovo et sachant que la Russie soutient la Serbie;

(v) Préoccupée par la réaction négative de la Serbie face à l'indépendance du Kosovo et par les manifestations de violence de certains éléments de la population serbe;

(vi) Sachant que des sources serbes ont récemment suggéré une partition du Kosovo, qui amènerait la Serbie à conserver 15 % de la partie septentrionale de ce territoire;

(vii) Regrettant que les partis européens représentés aux élections du 11 mai 2008 en Serbie ne soient pas parvenus à constituer une majorité suffisante pour former un gouvernement;

(viii) Sachant qu'un certain nombre de pays, parmi lesquels plusieurs membres de l'UE, n'ont pas reconnu le Kosovo en tant que nation indépendante et qu'il n'y a aucune perspective, dans l'immédiat, de parvenir à une position commune au niveau de l'Union concernant la reconnaissance du Kosovo;

(ix) Saluant le lancement de la mission EULEX Kosovo, dernière opération de PESD de l'UE et la plus vaste à ce jour;

(x) Consciente néanmoins que l'absence de mandat des Nations unies jette le doute sur le statut juridique de cette mission, ce qui risque d'avoir des conséquences néfastes pour ses capacités opérationnelles et de compliquer ses relations sur le terrain avec la MINUK des Nations unies et la KFOR de l'OTAN;

(xi) Saluant d'une part les importants progrès réalisés par la Bosnie-Herzégovine en ce qui concerne la réforme de sa défense, qui l'ont amenée à souscrire à un Programme de partenariat pour la paix avec l'OTAN, d'autre part l'engagement qu'elle a pris récemment de mener un dialogue intensifié avec l'Alliance en vue de signer ultérieurement un Plan d'action pour l'adhésion (MAP);

(xii) Constatant avec satisfaction que la Bosnie-Herzégovine a signé la Déclaration de Mostar et le plan d'action sur la réforme de la police et adopté les dispositions législatives indispensables pour appliquer cette réforme, ce qui renforce les perspectives de conclusion d'un Accord de stabilisation et d'association entre ce pays et l'Union européenne;

(xiii) Consciente de l'incapacité des autorités politiques des entités de Bosnie-Herzégovine à s'entendre sur de nombreuses questions;

(xiv) Consciente de la persistance d'un niveau élevé de corruption en Bosnie-Herzégovine et dans toute la région;

(xv) Préoccupée par l'attitude toujours ambiguë des autorités de la Republika Srpska en ce qui concerne la sécession entre cette entité et la Bosnie-Herzégovine à la suite de la proclamation unilatérale de son indépendance par le Kosovo;

(xvi) Constatant également avec inquiétude que le parti démocrate serbe (SDS) au pouvoir dans la Republika Srpska ne cesse de défier les mesures adoptées par le Haut représentant/Représentant spécial de l'UE (HR/RSUE);

(xvii) Vivement préoccupée par la réticence persistante des autorités de Bosnie-Herzégovine et de Serbie à arrêter Radovan Karadzic et Ratko Mladic, mis en examen pour crimes de guerre et à les extradier vers le TPIY;

(xviii) Considérant qu'en 1995, l'Accord de paix de Dayton, fondement de l'actuelle Constitution de la Bosnie-Herzégovine, a certes mis fin au conflit dans ce pays, mais que dans la pratique, il a de plus en plus été utilisé pour réaffirmer la politique de séparation ethnique et non pour l'abolir;

(xix) Notant qu'il est nécessaire et urgent de réviser la Constitution de la Bosnie-Herzégovine afin de créer des structures étatiques qui rompent avec le passé et mettent clairement le pays sur la voie de l'intégration euro-atlantique;

(xx) Se félicitant de l'offre faite par l'OTAN à l'Albanie et la Croatie à son sommet de Bucarest d'adhérer à l'organisation;

(xxi) Constatant avec préoccupation que les négociations engagées sous l'égide des Nations unies entre la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine au

sujet de l'appellation de cette dernière n'ont toujours pas abouti;

(xxii) Soulignant la nécessité de mettre en place une coopération régionale en dépit des difficultés existantes et saluant la création du Conseil de coopération régionale (CCR), chargé de poursuivre plus énergiquement les objectifs du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-est;

(xxiii) Se félicitant de l'engagement à long terme pris par les organisations internationales telles que l'UE, l'OTAN, les Nations unies et l'OSCE et l'ensemble de la communauté internationale vis-à-vis des Balkans occidentaux;

(xxiv) Consciente toutefois de l'existence du « syndrome de dépendance des Balkans », en vertu duquel la communauté internationale est considérée à la fois comme un médiateur et comme une « vache à lait », ce qui nuit à la motivation des gouvernements et autorités de la région à prendre leurs propres initiatives,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE A:

1. Poursuivre leurs efforts et veiller à ce que tous les Etats membres apportent leur soutien à la mission EULEX Kosovo afin qu'elle obtienne le personnel, les équipements et le financement nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

2. Veiller à ce que les autorités kosovares tiennent parole en ce qui concerne les minorités, l'Etat de droit, la corruption et la lutte contre le crime organisé;

3. Intensifier leur dialogue avec le gouvernement et les citoyens serbes pour les aider à admettre qu'ils doivent renoncer à une vision nationaliste de l'histoire qui va à contre-courant de la tendance actuelle en Europe à la coopération et à

l'intégration politiques et constitue un obstacle à la réconciliation dans les Balkans occidentaux, l'objectif final étant de mettre ces pays sur la voie de l'intégration euro-atlantique;

4. Poursuivre leurs efforts en vue de mettre en avant les avantages de l'intégration future éventuelle de la Serbie dans l'Union européenne;

5. Poursuivre leur tâche et leur collaboration, par l'entremise du Haut représentant/Représentant spécial de l'UE, avec le parlement de Bosnie-Herzégovine, son gouvernement central et les gouvernements de ses entités, afin de moderniser l'actuelle Constitution et de conduire la réforme de la police telle qu'adoptée conformément aux conditions fixées par l'Union, et à encourager le Haut représentant/Représentant spécial de l'UE à user si nécessaire de son pouvoir, en coopération avec les autorités nationales, pour faire avancer le pays;

6. Enjoindre les autorités de la Republika Srpska à coopérer pleinement avec leurs homologues de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, le gouvernement central et le Haut représentant/Représentant spécial de l'UE afin de permettre au pays de jouir d'une plus grande stabilité et sécurité;

7. Intensifier la coopération avec la Serbie et la Bosnie-Herzégovine afin que toutes les personnes mises en examen par le TPIY soient arrêtées et extradées vers La Haye;

8. Encourager la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine à trouver une solution mutuellement acceptable au différend existant de longue date sur la question du nom, pour que l'ex-République yougoslave de Macédoine puisse concentrer ses efforts sur ses perspectives européennes et euro-atlantiques.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 817 ⁽¹⁾2008: un anno decisivo per i Balcani occidentali ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) Ribadendo il proprio impegno per la pace e la stabilità nei Balcani occidentali;

(ii) Consapevole del turbolento passato dei Balcani occidentali, che continua ancor oggi ad influenzare fortemente i sentimenti delle sue popolazioni e governi;

(iii) Osservando che a seguito del fallimento dei negoziati condotti dall'invio dell'ONU Martti Ahtisaari per risolvere la questione dello *status* del Cossovo, il Cossovo ha deciso di dichiarare unilateralmente l'indipendenza il 17 febbraio 2008, imponendo così una soluzione;

(iv) Consapevole del diverso punto di vista della Russia e dell'Occidente sulla questione dello status del Cossovo e del sostegno russo alla Serbia;

(v) Preoccupata dalla reazione avversa della Serbia all'indipendenza del Cossovo e dalle violenze commesse da alcune fazioni della popolazione serba;

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea nella seconda seduta del 4 giugno 2008.

⁽²⁾ Memorandum esplicativo: v. la relazione presentata per conto della Commissione politica dall'onorevole Pedro Agramunt Font de Mora, Presidente e Relatore (Spagna, Gruppo federato), Documento 2001.

(vi) Consapevole del recente suggerimento proveniente da fonti serbe, su una divisione del Cossovo mantenendo il 15 per cento del territorio nel Nord alla Serbia;

(vii) Rammaricata che i partiti europeisti serbi che hanno partecipato alle elezioni dell'11 maggio 2008 non hanno conseguito una maggioranza sufficiente per formare il Governo;

(viii) Consapevole che una serie di paesi membri dell'UE non ha riconosciuto il Cossovo come nazione indipendente e che non c'è una prospettiva imminente di posizione comune raggiungibile a livello di UE sul riconoscimento del Cossovo;

(ix) Rallegrandosi del lancio di EULEX Cossovo, l'ultima – e finora la migliore – operazione PESD dell'Unione Europea;

(x) Consapevole tuttavia che, in assenza di un mandato ONU, è in dubbio lo *status* giuridico della missione, cosa che potrebbe comprometterne le capacità operative e complicarne i rapporti *in loco* con la missione UNMIK delle Nazioni Unite e l'operazione KFOR della NATO;

(xi) Rallegrandosi dei grandi progressi della riforma della difesa in Bosnia ed Erzegovina, che hanno portato il paese a firmare un programma di Partenariato

per la pace con la NATO e, piú recentemente, ad un dialogo intensificato con l'Alleanza nella prospettiva di un Piano d'azione per l'adesione (MAP) in una seconda fase;

(xii) Rallegrandosi che la Bosnia ed Erzegovina abbia firmato la Dichiarazione di Mostar ed il Piano d'azione sulla riforma della polizia ed abbia varato importanti leggi di applicazione di questa riforma, avvicinando cosí la prospettiva della firma di un accordo di stabilizzazione ed associazione con l'Unione Europea;

(xiii) Consapevoli che le autorità politiche delle entità della Bosnia ed Erzegovina non sono in grado di raggiungere un accordo su molte questioni;

(xiv) Consapevoli che il livello di corruzione è costantemente alto ed in aumento in Bosnia ed Erzegovina ed in tutta la regione;

(xv) Preoccupata della posizione ambigua ancora mantenuta dalla Republika Srpska in ordine ad una eventuale secessione dalla Bosnia ed Erzegovina alla luce della dichiarazione unilaterale di indipendenza del Cossovo;

(xvi) Preoccupata che il partito di governo della Republika Srpska, l'SDS, continua a contestare le misure adottate dall'Ufficio dell'Alto rappresentante/Rappresentante speciale dell'Unione Europea (OHR/EUSR);

(xvii) Profondamente preoccupata dalla continua riluttanza della Bosnia ed Erzegovina e delle autorità serbe ad arrestare i criminali di guerra incriminati Radovan Karadžić e Ratko Mladić ed estradarli per essere giudicati dal Tribunale penale internazionale;

(xviii) Consapevole che mentre nel 1995 l'accordo di pace di Dayton, che fornisce la base dell'attuale costituzione della Bosnia ed Erzegovina, ha posto fine al conflitto in quel paese, esso è stato da allora utilizzato come meccanismo per

crystallizzare, anziché abolire, una politica fondata sulla separazione etnica;

(xix) Osservando che esiste una urgente necessità di riformare la costituzione della Bosnia ed Erzegovina al fine di creare strutture statuali che rompano col passato e instradino il paese chiaramente verso l'integrazione euro-atlantica;

(xx) Rallegrandosi dell'invito ad entrare nell'Alleanza, rivolto dalla NATO all'Albania e alla Croazia in occasione del vertice di Bucarest;

(xxi) Preoccupata che il negoziato guidato dall'ONU fra Grecia ed Ex Repubblica iugoslava di Macedonia sul nome di questa non ha ancora prodotto un esito positivo;

(xxii) Sottolineando la necessità della cooperazione regionale, nonostante le difficoltà esistenti e rallegrandosi della creazione di un consiglio di cooperazione regionale, che dovrebbe perseguire con maggior convincimento gli obiettivi del Patto di stabilità;

(xxiii) Plaudendo l'impegno a lungo termine verso i Balcani occidentali assunto dalle organizzazioni internazionali, come l'UE, la NATO, l'ONU e l'OSCE, e dall'intera comunità internazionale;

(xxiv) Consapevole tuttavia dello sviluppo di una sindrome da dipendenza balcanica, dove la comunità internazionale è considerata sia come supremo riparatore sia come vacca da mungere, che demotiva i governi e le autorità regionali dall'agire di propria iniziativa;

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO SOLLECITI GLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA A

1. Proseguire l'attuale impegno per garantire che EULEX Cossovo continui ad avere il sostegno di tutti gli Stati membri e sia conseguentemente in grado di garantire gli uomini, i materiali e i finanziamenti necessari per svolgere la sua missione;

2. Sorvegliare che le autorità cosso-vare rispettino i proprî impegni in ordine a minoranze, legalità, corruzione e lotta alla criminalità organizzata;

3. Intensificare il dialogo con il governo e i cittadini della Serbia per aiutarli a comprendere che insistere su una visione nazionalistica della storia non è al passo con l'attuale tendenza generale in Europa di cooperazione ed integrazione politica e rappresenta un ostacolo alla riconciliazione nei Balcani occidentali e all'obiettivo ultimo di avviare il paese sulla strada dell'integrazione euro-atlantica;

4. Continuare ad impegnarsi per promuovere i vantaggi di una eventuale futura integrazione della Serbia nell'Unione Europea;

5. Continuare a lavorare e collaborare, attraverso l'Ufficio dell'Alto rappresentante/Rappresentante speciale dell'Unione Europea, con il parlamento, il governo centrale e i governi delle entità della Bosnia ed Erzegovina, al fine di aggiornare l'attuale costituzione e dirigere

le riforme della polizia già adottate nel senso delle condizioni poste dall'UE, incoraggiando l'Alto rappresentante/Rappresentante speciale a far eventualmente ricorso alla propria autorità, in cooperazione con le autorità nazionali, per far progredire il paese;

5. Sollecitare le autorità della Repubblica Srpska a cooperare appieno con le controparti della Federazione di Bosnia ed Erzegovina e con il governo centrale e l'Alto rappresentante/Rappresentante speciale, al fine di dare maggiore sicurezza e stabilità al paese;

6. Intensificare la cooperazione sia con la Serbia, sia con la Bosnia ed Erzegovina, per far arrestare ed estradare all'Aia tutti i soggetti incriminati dal Tribunale penale internazionale;

7. Incoraggiare la Grecia e l'Ex repubblica iugoslava di Macedonia a trovare una soluzione accettabile per entrambi alla vecchia diatriba sul nome, in modo che l'Ex Repubblica iugoslava di Macedonia possa concentrarsi sulla prospettiva euro-atlantica.